



RÉSEAU ÉCOLE ET NATURE

L'éducation à l'environnement pour comprendre le monde,
agir et vivre ensemble

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2011

26 ET 27 MARS - (HAI DE BERCY A PARIS (75))

COMPTE-RENDU

SOMMAIRE

■ LES VOTES	3
■ RAPPORT MORAL	4
■ RAPPORT D'ACTIVITE 2010 - PROJET 2011	6
■ RAPPORT FINANCIER.....	7
■ ELECTION DU CA.....	11
■ EVOLUTION DES COTISATIONS	12
■ LE PROJET ASSOCIATIF DU REN.....	13

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 26 MARS 2011

LES VOTES

Nombre de votants : 71 dont 50 présents (22 personnes morales et 28 personnes physiques) et 21 représentés.

L'AG ordinaire délibère à la majorité absolue des voix exprimées, soit 36.

RAPPORT MORAL 2010	
L'AG valide le rapport moral tel qu'il a été lu par le Bureau en AG	OUI : 71 NON : 0 Abstention : 0
RAPPORT FINANCIER 2010 et BUDGET PREVISIONNEL 2011	
Après avoir entendu le rapport financier présenté par la Commission Finances et le Commissaire aux comptes, l'AG approuve les comptes annuels 2010.	OUI : 71 NON : 0 Abstention : 0
Affectation du résultat : L'AG décide d'affecter le résultat de l'exercice 2010, déficitaire de 93 910 euros, au compte de report à nouveau.	OUI : 71 NON : 0 Abstention : 0
L'AG valide le budget prévisionnel 2011 présenté en AG.	OUI : 62 NON : 2 Abstention : 7
PROJET D'ACTIVITE 2011	
L'AG valide le projet d'activité présenté en AG.	OUI : 61 NON : 0 Abstention : 10
ELECTION DES MEMBRES DU CA	
L'AG a élu les candidats au Conseil d'administration à bulletin secret. Sont élus :	
• Eugénie DEBENAIS : représentante du GRAINE Poitou-Charentes (en binôme avec Yannick BRUXELLE)	71 voix
• Antoine DUBOIS-VIOLETTE : individuel	70 voix
• Henri LABBE : représentant du REEB (réseau breton)	71 voix
• Benoit RENE : représentant du GRAINE Basse-Normandie	71 voix
• Frédéric VILLAUME : représentant du GRAINE Rhône-Alpes	71 voix
• Jean-Marcel VUILLAMIER : individuel	64 voix
EVOLUTION DES COTISATIONS	
L'AG décide d'appliquer les cotisations suivantes dès 2012 :	
• Personne physique : 30 €	OUI : 47
• Personne physique petit budget : 10 €	NON : 11
• Associations : 60 €	Abstention : 11
• Collectivités et entreprises : 150 €	

RAPPORT MORAL

Alors que la population française montre son désintérêt croissant pour la vie démocratique telle qu'elle est proposée avec des taux d'abstention record, la vie associative, comme celle des services publics et de tout ce qui concentre l'action en vue de l'intérêt général va cahin-caha. Si nous devons le dire en un mot l'année 2010 aura été l'année des paradoxes.

Sur le versant sombre de cette réalité qui est l'année écoulée, nous avons pour le REN un terrible déficit financier qui approche les 90 000 € et le départ forcé de 5 membres de notre équipe qui avait trouvé une vitesse de croisière à 13 membres. Claire, Véronique, Delphine, Elsa et Michèle partagent toujours les valeurs du réseau mais elles n'en partagent plus le quotidien, le bureau en ce jour d'assemblée générale tient à leur rendre hommage et à les remercier chaleureusement pour ce qu'elles ont donné à notre association. Nous leur souhaitons de rebondir.

C'est une passe difficile pour l'association et si on voit la souffrance s'installer dans bien des entreprises et la fonction publique, il en est aujourd'hui de même dans le monde associatif, il faut toujours faire plus avec moins et certains parfois auraient tendance à décrocher ! Pourtant il faut tenir.

Sur ce versant sombre on trouvera aussi la rupture consommée de notre randonnée sur le chemin de la construction d'une coordination environnement de la CPCA nationale. Non pas que ce ne soit plus d'actualité, non pas du tout, elle manque terriblement cette coordination mais tout simplement que pour avancer il faut du carburant et là nous en manquons. C'est ici aussi qu'il faut évoquer la nuisance d'un climat propice au développement tout azimut des appels d'offre et de la mise au marché public de l'EEDD comme n'importe quel vulgaire mobilier urbain ces appels d'offre qui nous lient les ailes. Jusqu'au CNARE environnement, il faut se battre pour les valeurs ouvrant la voie à la solidarité et à la mise en commun quand tout nous pousse à entrer dans une concurrence clairement contre productive quant à nos grandes finalités.

Le paradoxe est là ... Quand nous savons que quand les euros passent devant notre porte sans s'arrêter en revanche les adhérents eux entrent et se bousculent - enfin, un peu - on était à moins de 200 en 2006 et nous sommes remontés à 276 en 2010 avec 19 % de nouveaux. 51 % de ces adhérents sont des associations dont les réseaux territoriaux et 43 % sont des individus.

Sur le versant éclairé nous pouvons voir aussi le succès des rencontres 2010 à la Roche du Trésor avec l'incroyable mobilisation d'une trentaine de bénévoles et un accueil toujours aussi chaleureux et à fond dans l'esprit « éduc pop » des origines, l'esprit « éduc pop » comme on l'aime.

La vigueur du REN est là et même bien là quand dans la suite d'une journée de réflexion à Metz dans un endroit plein d'histoire et de calme, nous repartons en chemin pour revisiter notre projet éducatif et préciser nos aspirations communes pour mieux avancer ensemble.

La vigueur du REN est là aussi quand notre formidable groupe « sortir » à force de bol d'air nous donne la force d'interpeller l'ensemble des fédérations d'éducation populaire pour leur dire combien il est important pour nous de développer l'activité en pleine nature et d'arrêter la conquête du « hors sol » à laquelle nous assistons, trop passifs pour des amoureux de la nature comme nous.

Vigueur encore quand on s'insurge contre une convention signée par les ministres de l'écologie et de l'éducation qui érige tout représentant des fédérations de chasse au rang de pédagogues patentés de la biodiversité.

La vigueur du REN c'est encore l'importante mobilisation que provoquent à chaque fois nos journées réseaux qui permettent à chaque territoire de se nourrir des autres tout en apportant sa contribution à l'enrichissement commun.

Sur ce versant ensoleillé de 2010 nous trouvons encore un projet de tableau de bord qui a fait des pas de géant malgré le haut niveau de complexité engendré par des situations et des attentes pas toujours faciles à concilier. Impossible de clore cette longue liste sans évoquer la contribution plus qu'importante des adhérents du REN à la réussite de la journée nationale de l'EEDD du 29 octobre et les candidatures de grande qualité de nos adhérents GRAINE Languedoc Roussillon et GRAINE Rhône Alpes pour organiser malgré toutes les difficultés et un horizon plutôt bouché, les 3èmes assises de l'EEDD - CHAPEAU !-

2010 aura aussi été l'année de l'avancée de la filière pro. On pourra l'appeler l'année du déblocage d'une situation qui était des plus nuisible au développement de l'EEDD que tous nos adhérents et permanents qui y ont contribué soient eux aussi remerciés.

Nous devons nous souvenir que 2010 aura été aussi une année où les ministères nous ont donné leur confiance pour co-animer l'espace national de concertation, pour occuper un siège à la commission nationale française pour l'UNESCO et pour participer au colloque biodiversité de Chamonix.

C'est aussi en 2010 que le REN a intégré le comité de pilotage de la fête de la nature et y a développé le projet d'impliquer les jeunes dans l'action.

Avec une nouvelle parution du guide pratique (le livre aux 98 contributeurs !) nous avons montré une nouvelle fois notre capacité de mettre en commun et de partager nos ressources.

Voilà tout n'est pas dit sans doute et il faudrait encore observer pour saisir les moments forts et signifiants. Dans les années qui viennent nous aurons peut-être un espace européen de concertation, il faudra alors penser aux rencontres 2010... Nous faisons ensemble sans frontières... nous apprenons à faire ensemble quand tout voudrait qu'on ne pense qu'à ses propres intérêts et qu'on se replie sur le monde connu et maîtrisé.

Depuis 1983 le REN c'est une longue marche en avant, c'est l'écoute, le respect de l'amitié qui font que nous sommes là aujourd'hui et nous savons que même si nous traversons un moment dur, nous avons des ressources et que ça vaut le coup de lutter ensemble.

Le Bureau

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2010 – PROJET 2011

L'activité 2010 et le projet 2011 ont été présentés de façon visuelle et synthétique en s'appuyant sur un diaporama consultable en ligne à l'adresse <http://reseaucoleetnature.org/ag>. La version papier du rapport d'activité est également disponible en ligne à la même adresse.

Des félicitations pour la forme du rapport d'activité qui donne plus de lisibilité et met en avant des chiffres ont été présentées par plusieurs participants.

Rapport d'activité 2010 - Questions et remarques des participants

■ Gestion de la crise - Implication de l'équipe salariée

L'équipe a été informée dès septembre des difficultés financières rencontrées par la structure et des conséquences inévitables sur les postes de travail. Au regard des éléments budgétaires en notre possession à cette date, l'hypothèse d'une suppression de 3 postes était alors étudiée. La question devait être traitée lors d'un CA initialement prévu en octobre et reporté en novembre suite aux grèves.

Le résultat prévisionnel 2010 et le budget prévisionnel 2011 présentés au CA de novembre annonçaient des déficits plus importants que ceux étudiés en octobre. La survie de la structure était en jeu, une décision devait être prise de toute urgence. Ainsi 5 licenciements, soit deux licenciements supplémentaires, ont été décidés ce jour-là. Ce fut une décision très douloureuse pour les administrateurs.

Compte tenu de l'urgence et de la hauteur des déficits annoncés, un réel travail de réflexion préalable n'a pas pu être mené au sein de l'équipe. Des propositions ont été faites (chômage partiel...) mais ces pistes n'ont pas été explorées car les décisions devaient avoir un impact important et immédiat.

L'AG avait déjà été alertée en 2010 avec un premier déficit annoncé fin 2009 qui a été grandement réduit suite à un financement exceptionnel du MEDDM et un financement supplémentaire d'Eco-Emballages, ces deux apports supplémentaires portant sur des actions spécifiques.

Les procédures de licenciement ont commencé début décembre, et les départs de 4 salariés ayant accepté la convention de reclassement personnalisée les dispensant du préavis, ont eu lieu le 29 décembre. Delphine Vinck étant partie juste avant le CA de novembre en congés pour un mois, sa procédure de licenciement a été engagée à son retour, début janvier.

Le contact est maintenu avec les salariés licenciés, un suivi de leurs projets et/ou recherche d'emploi est assuré.

Demande est faite que les adhérents soient tenus au courant lors de la prochaine AG.

L'équipe restante a décidé de renoncer aux tickets restaurant pour 2011 et d'assurer l'achat du café. Cela peut paraître peu, mais il était important pour eux de contribuer à leur manière à la réduction des charges.

Motivation du choix des licenciés

Les licenciements ont été décidés en fonction de critères économiques. La question était de sauver le REN, de réduire le déficit, tout en gardant sa capacité d'agir.

La question des compétences n'est intervenue qu'ensuite. Compte tenu de l'urgence, un réel travail de mise en parallèle des compétences nécessaires pour mener le projet revisité n'a pu être réalisé. Ce sont sur les capacités générales des salariés à assurer la poursuite du projet réactualisé que les choix ont été faits.

■ Rapport d'activité

- Au-delà des 276 adhérents, il faudrait communiquer sur le fait que le REN représente plus de 2 000 personnes morales. Notre projet, c'est bien toutes ces structures en réseau.
- Sup Agro est cité, c'est une bonne chose mais il est bien plus important de citer les réseaux territoriaux.
- Suggestion est faite de rajouter un lexique des sigles utilisés pour une meilleure compréhension.

Film sur la pédagogie de projet

Certaines actions engagées en 2010, comme le film sur la pédagogie de projet issu des rencontres, mériteraient d'y apparaître même si elles n'aboutiront qu'en 2011.

Le REN est en attente de financements pour finaliser le film. Si le projet peut aboutir, il y aura nécessité de mobiliser des adhérents pour accompagner les deux vidéastes qui se sont fortement engagés dans le projet.

Des demandes de financements ont été faites à des fondations dans cadre d'un projet plus global.

☞ L'idée d'un appel à souscription est à étudier.

Projet 2011 - Questions et remarques des participants

- Le projet 2011 ne semble guère moins important que celui de 2010. Une inquiétude quant à la surcharge de travail de l'équipe restante est formulée.
- Le travail sur le projet associatif devrait permettre d'aider le CA à prioriser les actions.
- Une réflexion est à mener sur l'évolution de certains groupes d'adhérents mobilisés et impulsant des projets prenant de l'ampleur (ex. groupe Sortir).
- Accompagnement des établissements en démarche de développement durable : suite au départ de Daniel, ce dossier n'est pas maintenu dans les priorités pour 2011. Seule une veille sera assurée.

■ Evaluation du projet

Une démarche d'évaluation a été entreprise au sein du REN, à partir des critères et indicateurs posés pour l'évaluation du précédent PPA (Plan pluriannuel d'action).

- Il serait intéressant d'évaluer l'avancée du plan national d'action rédigé en 2000, lors des premières assises nationales de l'EEDD.
- Les données issues du tableau de bord des réseaux territoriaux d'EEDD pourront apporter une partie des éléments nécessaires à l'évaluation de notre projet.
- L'ENC (Espace national de concertation) s'empare de la question de l'évaluation. Ces travaux nous seront certainement utiles pour avancer sur ces questions.

RAPPORT FINANCIER

Depuis le licenciement de la comptable, Michèle Bessière, le REN fait appel à un expert-comptable, Paul Moiroux de la Société SOFEG qui est chargé de l'élaboration des bulletins de salaires et du règlement des charges, des clôtures, des bilans...

Catherine Stoven est en lien direct avec le cabinet d'expertise comptable et Olivier Blanc assure la supervision de la gestion financière.

Dès l'automne 2010, la structure a fait appel à Claude Santoni, afin de bénéficier d'un accompagnement sur la gestion financière. Ce travail a permis d'impliquer les responsables d'axe et la commission finances dans la réflexion et de mettre en place de nouvelles procédures et de nouveaux outils. On passe d'une organisation où tout reposait sur une personne, à une organisation où les pilotes sont plus impliqués.

Parallèlement à ce travail de réorganisation, il est essentiel de poursuivre la réflexion sur la structuration du projet pluriannuel d'action.

☞ La commission finances, avec un seul administrateur impliqué, a besoin d'être renforcée avec de nouveaux administrateurs, voire des adhérents.

Présentation du budget 2010

Déficit de 93 000 € sur l'exercice.

Fonds de roulement en baisse des 2/3.

A prévoir un certain nombre de difficultés en terme de trésorerie sur l'année.

■ Produits d'exploitation

- Diminution des ventes du dispositif Rouletaboule de près de 70 000 €.
- Diminution des prestations de service de 158 756 €.
- Forte baisse des financements Eco-Emballages (due en partie à l'évolution de l'Eco-Parlement des jeunes).
- Eco-systèmes : 9 000 € en 2010 (pour 87 000 € en 2009), le projet prenant fin en 2011. Le partenariat sera reconduit dans le courant de l'année.
- Baisse des financements CFEEDD et CNARE. Le CNARE n'a pas demandé de FSE en 2010 ce qui a eu pour conséquence la nécessité de revoir son projet à la baisse.
- Légère augmentation du nombre de cotisations.

■ Charges d'exploitation

- Les baisses de produits n'ont pas eu un impact important sur les charges d'exploitation, avec une diminution de seulement 6 307 €.
- Charges de salaires en augmentation due notamment au versement des primes de licenciement.

■ Produits

- Près de 50 % de nos produits proviennent de prestations de services (missions que l'on effectue).
- 28 % de financements publics. Apparition de subventions FEDER et Région Franche-Comté (rencontres européennes), augmentation du soutien du Ministère de l'Ecologie, baisse du CDVA (formation des bénévoles), Jeunesse et Education nationale.
- 12 % des produits proviennent de la vente d'ouvrages.
- 8 % de fonds dédiés.

☞ Une CPO (Convention pluriannuelle d'objectifs) a été signée fin 2010 avec le Ministère de l'Ecologie, sur 3 ans (2010-2012), avec un engagement minimum de base de 80 000 € chaque année. A cela pourront être alloués des compléments de financements provenant de différents bureaux du ministère, pour des dossiers spécifiques.

■ Charges

- Charges du personnel : 500 699 €
- Missions : 102 559 €
- Prestations de service : 78 384 €

Rapport du Commissaire aux comptes

Selon Monsieur Bahri, les responsables ont très bien géré la crise. Les mesures nécessaires ont été prises, même si elles ont été douloureuses ; mais leurs effets ne se sentiront qu'en 2011. L'important c'est la pérennité de la structure. Si aucune mesure objective d'économie pour 2011 n'avait pas été prise par le CA fin 2010, le commissaire aux comptes aurait été dans l'obligation d'enclencher une procédure d'alerte.

C'est du devoir du CA de prendre de telles mesures considérant qu'en 2010, les dépenses ont baissé de 1 % alors que les produits ont baissé de 13 %.

Enfin, il ne faut pas oublier qu'il reste seulement 55 000 € de fonds propres. Si le résultat 2011 est déficitaire de plus de 50 000 €, l'activité du REN cessera.

Le secteur associatif connaît un contexte financier difficile. Les financements sont en baisse et la logique des appels d'offres ne favorise pas les initiatives privées. Ces éléments font rentrer les associations dans un environnement concurrentiel. A cela se rajoute la demande de l'institution d'avoir un nombre limité d'interlocuteurs.

Cette évolution du contexte impose aux responsables d'avoir une gestion programmée afin de savoir lors de l'engagement d'une action si son budget sera équilibré ou pas.

Le Commissaire aux comptes rappelle que son rôle est de s'assurer que la liste des éventuelles conventions réglementées (conventions passées entre une association et l'un de ses dirigeants), est présentée à l'Assemblée générale. Monsieur Bahri n'a pas été informé de la signature de telles conventions. Toutefois, dans une volonté de transparence, la liste des structures conventionnées est intégrée en annexe du rapport financier.

Le Commissaires aux comptes est par ailleurs chargé de vérifier si les informations budgétaires données aux adhérents sont les mêmes que celles qui lui ont présentées. Il certifie que les comptes présentés sont sincères.

Présentation du budget 2011

Budget global en baisse : 749 873 € pour 2011 contre 909 602 € en 2010.

■ Charges

- Charges du personnel : 336 526 € en 2011 (dont 9 815 € de prime de licenciement économique) / 500 729 € en 2010.
- Prestations de services : baisse liée à la réduction d'un certain nombre de projets.

■ Produits

- Subventions et conventions : Montant estimé à la hauteur des sommes perçues en 2010 pour les ministères.
- Prestations de services : Produits Eco-Emballages en augmentation par rapport à 2010 (185 750 € / 116 180 €).
- Convention CFEEDD : en baisse due à une diminution du missionnement de Roland Gérard et à la suppression de celui de Fabienne Chadenier sur la gestion administrative.
- CNARE : forte diminution du budget suite à la décision du REN de ne pas se positionner sur la logique d'appels d'offre dans laquelle s'engage le CNARE pour 2011.
- Fondation d'entreprises : 25 000 € en demande, principalement sur Biodiversité.

■ Gestion financière

L'appel au cabinet d'expertise comptable est une bonne chose mais il faut également des compétences en interne. On ne peut demander à des bénévoles de gérer des budgets de cet ordre.

Il est important que les salariés soient formés et qu'ils prennent conscience du poids économique du projet. Il faut responsabiliser, former l'ensemble des salariés, cela contribue à la dynamique d'amélioration de la gestion financière.

La responsabilisation, ce n'est pas la professionnalisation. Il faut professionnaliser la gestion, ce n'est pas la même stratégie en terme de pilotage. C'est très bien qu'il y ait des pédagogues dans l'équipe mais une culture de gestion est aussi nécessaire.

Il est cependant difficile de trouver des personnes qui aient des compétences en gestion financière et qui aient envie de travailler dans une structure associative, même un réseau national, d'autant que les salaires ne sont pas forcément à la hauteur de ce qu'attendent des personnes ayant ce type de profil.

■ Budget 2010

- Le REN touche peu de subventions au regard de son budget global.

Le niveau national est important sur le plan politique mais sur le plan financier il est indispensable de travailler sur la dimension interrégionale, frontalière... Il y a bien une dimension nationale dans la délocalisation.

Une réflexion est à mener sur comment le REN pourrait se nourrir de financements régionaux. Plus le projet du REN sera proche des projets des territoires, plus il pourra bénéficier de financements régionaux, voire départementaux.

- Pour une tête de réseau qui n'a pas vocation à faire de l'intervention directe auprès du public mais de la mise en relation, de l'innovation, le pourcentage de subvention n'est pas adapté. L'absence de financements de la part du Ministère de l'Agriculture interpelle. Cela repose la question de nos relations avec les partenaires publics.
- La question du mécénat doit être creusée. Elle n'engendre pas forcément de compromission avec l'entreprise.

ELECTION DU CA

Administrateurs sortants :

- Eugénie Debenais - GRAINE Poitou-Charentes
- Benoît René - GRAINE Basse-Normandie
- Frédéric Villaumé - GRAINE Rhône-Alpes
- Jean-Marcel Vuillamier - Individuel

Administrateurs en cours de mandat

Pour 1 an

- Muriel Lencroz - Individuelle
- Hervé Cazenabe - GRAINE Aquitaine

Pour 2 ans

- Géraldine Couteau - CREE Auvergne
- Antoine Cassard - GRAINE Ile de France
- Sophie Descarpentries - GRAINE Poitou Charentes
- Claire Ferrandon - Le lièvre de mars (30)
- Patrick Foltzer - ARIENA
- Bruno Lorient - Individuel
- Pascal Plumet - GRAINE Lorraine
- Philippe Rabatel - Individuel
- Yan Sourbier - Individuel
- Francis Thubé - Individuel

Administrateur démissionnaire

- Nicolas Gagnon - GRAINE Centre

Administrateurs candidats

Se représentent :

- Eugénie Debenais - GRAINE Poitou-Charentes
- Benoît René - GRAINE Basse-Normandie
- Frédéric Villaumé - GRAINE Rhône-Alpes
- Jean-Marcel Vuillamier - Individuel

Se présentent :

- Antoine Dubois-Violette : individuel - Ancien salarié du REN. Impliqué sur biodiversité.
- Henri Labbe au nom du REEB - à la retraite à partir d'octobre. Impliqué dans le groupe Sortir!.

Après une séance de vote à bulletin secret, le Conseil d'administration 2011 est ainsi constitué de 18 membres dont 3 « binômes » :

Administrateurs :

- | | | |
|---------------------------|--------------------|--------------------------|
| • Antoine Cassard | • Claire Ferrandon | • Yann Sourbier |
| • Hervé Cazenabe | • Henri Labbe | • Francis Thubé |
| • Géraldine Couteau | • Muriel Lencroz | • Frédéric Villaumé |
| • Eugénie Debenais | • Bruno Lorient | • Jean-Marcel Vuillamier |
| • Sophie Descarpentries | • Pascal Plumet | |
| • Antoine Dubois-Violette | • Philippe Rabatel | |
| • Patrick Foltzer | • Benoît René | |

Binômes :

- Yannick Bruxelles (avec Eugénie Debenais pour le GRAINE Poitou-Charentes)
- Nathalie Grégoris (avec Géraldine Couteau pour le CREE Auvergne)
- Emmanuel Polewiak (avec Patrick Foltzer pour l'ARIENA)

EVOLUTION DES COTISATIONS

Propositions du CA

- Personne physique : augmentation de 23 à 30 €
- Personne physique petit budget : baisse de 12 à 10 €
- Associations : augmentation de 53 à 60 €
- Collectivités et entreprises augmentation de 80 à 150 €

Echanges

- Les cotisations structures sont trop basses (Ex, le coût d'une adhésion à l'UICN est de 1 000 € pour une structure).
- Les budgets des collectivités sont préparés fin août, début septembre. Il faut penser à les prévenir de l'augmentation avant septembre de l'année N-1.
- Idée de parrainage solidaire émise par le CA à développer.
- Il importe de valoriser le « service rendu » et de communiquer pour inciter à adhérer.
- Rappeler que le REN a l'agrément d'intérêt général qui permet une déduction fiscale de 66 % des cotisations et dons.

L'évolution soumise aux votes est validée par l'AG par 47 voix pour.

LE PROJET ASSOCIATIF DU REN

Présentation du travail engagé sur le projet associatif

Présentation de Pierre Feltz, missionné par le REN.

Présentation de la méthode : « Vers la construction d'un projet associatif pour le REN ».

Les documents supports :

- « Une photo du REN aujourd'hui, document préalable à la réflexion sur le projet associatif » (7 pages) ; issu de la synthèse de documents de travail collectifs produits par le REN (congrès, rencontres réseaux territoriaux, séminaires...) depuis 2006.
- « Synthèse du questionnaire pour la construction du projet associatif du REN ». Cette synthèse est issue du retour d'une cinquantaine de structures, réseaux territoriaux ou adhérents individuels.
- « Proposition de trame pour le projet associatif du REN » - document de travail.

Échéance : AG 2012

L'idée est bien d'avancer en 2011 sur l'écriture du projet associatif afin de le valider à l'AG de 2012.

Pour en savoir plus sur l'avancée du projet associatif, contacter Olivier Blanc, olivier.blanc@ecole-et-nature.org

Travail collectif sur le projet associatif

Premier temps en petits groupes

Répartition en groupes de 5 personnes afin de dégager de la synthèse du questionnaire, 2 idées fortes à soumettre au débat.

Retours des groupes

4 grands thèmes ressortent.

■ Lisibilité du REN :

- Lisibilité externe et interne du REN
- Clarification REN - ENC - CFEEDD
- Visibilité et reconnaissance du REN

■ Place des adhérents, relation avec les adhérents

- Le REN (la tête), l'adhérent au cœur du projet.
- Besoin des adhérents par rapport à l'action collective.
- Nécessité de liens, notamment physiques, entre les acteurs.
- Fonctionnement et gouvernance du REN avec les réseaux territoriaux.
- Articulation entre les différents réseaux territoriaux en adéquation avec les valeurs du REN.
- Le rapport à l'adhérent en fonction de sa nature : réseau territorial, individu, collectivité, entreprise.

■ Projet associatif

- Ce n'est pas au REN d'avoir un projet associatif.
- Est-ce que je viens chercher du lien, des échanges, faire évoluer mes pratiques ou chercher un porte-parole, un syndicat ?

■ Innovation, expérimentation pédagogique, recherche-action - Comment faire ?

■ Place des adhérents

Aujourd'hui les adhérents sont multiples et leurs attentes vis à vis du REN différentes : ces attentes doivent être écoutées et prises en compte afin de se fixer des objectifs.

Certains adhérents de réseaux territoriaux sont aussi adhérents du REN qui apporte des choses que le réseau territorial n'apporte pas : il y a des complémentarités que nous devons identifier.

Les adhérents n'appartiennent pas forcément à un relais territorial. Comment toucher tout le monde ? Comment inventer une gouvernance qui est aussi notre culture du réseau qui fait que tout adhérent peut intervenir à tous les niveaux ?

« Qu'ils soient individu, structure, réseau, peu importe, ils ont un projet, ils ont envie de faire avancer les choses et le REN doit pouvoir les accompagner... »

« La légitimité d'un réseau national c'est qu'il représente une diversité de contextes ».

■ La notion de réseau

A-t-on besoin d'une structure ou d'un espace de réflexion, de création et d'échanges ?

Verticalité - horizontalité... peut-être devons-nous « inventer » autre chose ?

Nous devons ré-engager des réflexions autour du fonctionnement en réseau.

« Il faut revenir aux principes du fonctionnement en réseau. Ne pas penser en termes d'ascension mais de partage d'un projet. Le fonctionnement en réseau permet de combiner la pluralité d'intérêts et de points de vue différents. Il n'y a pas un seul enjeu, il y en a plusieurs. Il faut pouvoir repérer les nœuds pour les dépasser. Ce qui fait notre force c'est l'intelligence collective, ce qui est davantage porteur d'idées que la méthode verticale ».

■ Relations REN - Réseaux territoriaux

Le REN a permis le développement des réseaux territoriaux qui aujourd'hui sont forts, c'est une réussite. La question de la pertinence de la mission à chaque niveau est importante ; il y a des complémentarités évidentes. C'est sur la clarification et l'articulation qu'il faut réfléchir.

■ Fonctionnement interne, communication interne

Le REN doit piloter. Les salariés sont là pour faciliter la mise en réseau mais pas pour faire à la place des adhérents. Il faut que l'on soit beaucoup plus coopératif et que l'on partage plus ce qu'on a à faire.

Nous avons besoin d'une meilleure lisibilité interne. Pour pouvoir mieux représenter, mieux communiquer à l'extérieur, il faut qu'on soit au clair sur notre communication interne.

■ La question du montant des adhésions

Les services que rend le REN aux adhérents, ça doit se « payer », c'est normal. Proposition d'augmenter le coût de l'adhésion.

■ Des besoins exprimés

- Plus d'écoute, plus d'espaces de réflexion.
- Que le REN soit un outil qui permette de négocier au niveau national et d'organiser des partenariats. Plus de prises de position (ex. sur la question des appels d'offre), d'arbitrage, de négociation (c'est la question de la représentation) et de prospective.
- Développer l'expérimentation, pépinière de projets, laboratoire d'idée. Envie de « foisonnement » et de création collective.
- Le politique prend beaucoup de place : besoin de rééquilibrer entre le politique et le soutien des acteurs.
- Que le « terrain » soit en capacité de formuler une demande claire à son réseau.
- La question du sens : ne pas se concentrer uniquement sur les projets qui rapportent mais garder du temps sur les projets qui correspondent aux valeurs du REN.

« Définir le réseau, ses missions, c'est écouter ce que nous sommes tous, ce qu'on a envie de faire ensemble. Pour certains, c'est être plus forts, mieux représentés, pour d'autres c'est expérimenter, innover, créer de nouveaux outils, de nouvelles méthodes, c'est repartir sur le terrain. Le projet associatif doit permettre d'affirmer nos différences et ce qu'on a envie de faire ensemble. On n'est pas obligés d'être tous d'accord, sur tout. Ne pas attendre que le réseau fasse mais y aller ensemble. »

Réunion post-AG du 27 mars 2011

Les points essentiels

- Les échanges font apparaître le besoin de partir de cette AG avec une vision à moyen terme. Comment continuer ce travail ? Comment arriver à transmettre l'état d'esprit, la créativité, le dynamisme du REN dans les réseaux régionaux ?
- Des choses n'ont pas été exprimées par rapport aux retours des questionnaires. Il est important de se dire les choses et de retrouver un climat de fraternité, de faire ensemble. Il faut garder et redonner de la vitalité.
- **Le REN doit avoir une triple entrée, pédagogique, politique et fonctionnement.** Nous avons besoin d'un lieu pour échanger sur les aspects pédagogiques et politiques. Il faut des rencontres, mais pas seulement les rencontres annuelles pédagogiques. Pourquoi pas un colloque annuel sur la dimension politique ? L'ancien groupe « Fonctionnement » avait pour objectif de prendre en compte la 3^e entrée. Comment fonctionner autrement ? Il faut réfléchir à une organisation qui permette d'avancer ensemble sur la gouvernance, la méthodologie...
- La question du « politique » a été largement évoquée car l'EEDD est aussi un projet politique. Comment rendre plus lisible auprès des adhérents tout le travail politique mené pour une meilleure compréhension de ce que sont le CFEEDD, les espaces de concertation... ? Comment créer du sens commun ? Il y a des animateurs environnement qui sont de bons pédagogues et qui n'ont rien à faire de la politique et il y a des adhérents plus préoccupés par l'aspect politique. Il n'est pas nécessaire que tout le monde soit au même niveau, toutefois, il est important que les animateurs ne s'arrêtent pas à de la technicité.
- Il nous faut réfléchir sur les liens avec les réseaux territoriaux et les relais dès 2011. Comment fonctionne ce réseau de relais individuels ? Cela pourrait contribuer à améliorer l'échange entre les réseaux autrement que sur des projets isolés les uns des autres. **Il manque une démarche commune, une réflexion sur l'articulation entre nos réseaux.**
- Concernant la mobilisation, il a été évoqué que l'implication passe par l'adhésion. Le fait d'adhérer est aussi un acte politique. C'est un moyen très simple de s'impliquer. Il faudrait identifier le niveau et l'objet de l'implication des adhérents. On ne vient pas chercher la même chose quand on adhère à titre individuel ou au titre d'une structure, d'un réseau. Les réseaux territoriaux doivent être là pour remettre en relation les adhérents et le REN.
- **La proposition est faite de rédiger un document explicatif des différentes instances (CFEEDD, ENC...) pour lever les incompréhensions de ces articulations et rendre la complexité plus lisible.** Il faut avancer aussi pour que les salariés (re)donnent du sens à leur action.
- Plusieurs leviers ont été évoqués pour continuer ce travail sur le projet associatif et nous rendre visible : dossier de presse, vidéos des réseaux... Il faut pouvoir mieux communiquer. Il faut fournir des outils pour appuyer politiquement notre action. Il nous faut nous préparer à l'échéance des élections 2012. Les réseaux peuvent être un relais politique régional. Mais il faut aussi régler la question des moyens.

Deux groupes de travail pour la deuxième partie de matinée

1. La méthode pour poursuivre le travail sur le projet associatif.

2. L'organisation à partir de l'exemple du groupe Sortir !

■ Méthodologie projet associatif

Présents : Philippe RABATEL, Antoine CASSARD, Eugénie DEBENAIS, Géraldine COUTEAU, Pascal PLUMET, Eve CAMALON, Olivier BLANC, Roland GERARD, Pierre FELTZ.

Quelle méthodologie mettre en place pour la suite de la construction de notre projet associatif ?

Le projet associatif doit être validé lors de l'AG 2012. Le groupe présent à cette séquence souhaite constituer le groupe de travail sur le projet associatif.

Constat

- Pas assez de retours des adhérents, en particulier des réseaux territoriaux (RT).
- Questionnaire trop éloigné des préoccupations des adhérents. Il faut « recoller » à leurs attentes pour que les gens des territoires s'y reconnaissent. Nous devons les solliciter de nouveau, favoriser les rencontres physiques, afin que ce soit un projet partagé.
- Le sens des mots est important. Plutôt que de parler du projet associatif du REN, parler du projet associatif des adhérents des associations d'EEDD sur les territoires.

Proposition de démarche du groupe de travail

- Envoyer aux adhérents le compte-rendu de l'AG.
- Demande du CA REN au comité permanent des réseaux de se saisir des documents produits (document trame diffusé en amont de l'AG par exemple) pour porter le travail collectif sur le projet associatif et organiser une réunion téléphonique du comité permanent des réseaux (CPR).
- Mettre en place une liste de diffusion « projet associatif REN » et une page Facebook.
- Réalisation d'un document support (texte de positionnement) par le CPR pour les réunions physiques sur les territoires.
- Validation par le CA de ce document.
- Envoi du document à tous les réseaux territoriaux.
- Organiser sur les territoires des réunions, à l'initiative des RT (co-animation responsables RT et chargé de mission ou membre CA REN ou autre adhérent responsable) pour aller vers ce besoin de cohérence et réussir la mobilisation.

■ Une hypothèse de nouveau fonctionnement à partir de l'exemple du groupe Sortir !

Présents : Isabelle Lépeule - Murielle Lencroz - Antoine Dubois-Violette - Dimitri de Boissieu - Mireille Costesec

Proposition de cadrage concernant le fonctionnement du groupe Sortir ! Début avril 2011

La proposition du groupe « Sortir! » de missionner une des structures impliquées (le Mat, le Merlet ou EE64) pour l'animation du groupe est étudiée. Un animateur serait alors embauché spécifiquement.

Gouvernance du projet

Le fait qu'Antoine Dubois-Violette et Henri Labbe soient maintenant élus au CA du REN est favorable à une bonne compréhension et à des relations cohérentes entre Sortir! et les autres axes du REN. Le projet Sortir! serait animé à deux niveaux :

- par le **groupe d'organisation** Sortir! sur des aspects opérationnels, organisation des rencontres et suivi des actions ;
- par un **groupe « de pilotage »** plus restreint, désigné au sein du groupe Sortir!, pour les décisions politiques et stratégiques.

Des membres du CA étant impliqués dans le groupe d'organisation et de pilotage, il n'y aurait pas besoin de passer par une validation des décisions du groupe par l'ensemble du CA du REN

(sauf à la demande d'Isabelle Lépeule chargée de suivre le groupe). Les courriers officiels seront signés par Murielle Lencroz, en tant que coprésidente du REN.

Afin que le pilotage puisse être efficient il est nécessaire que chacun des membres ait une vision de la stratégie globale et soit informé des montages financiers et partenariaux.

Les actions du groupe Sortir! peuvent être portées soit directement par le REN, soit par des structures du groupe Sortir! (y compris demandes de financements). Ceci implique de clarifier à l'occasion des rencontres annuelles quelles actions sont portées par qui (au-delà des individus). Pour les actions sur lesquelles le groupe pense opportun que le REN soit la structure porteuse, une demande est faite au CA pour statuer en début d'année.

Missions du salarié embauché par une structure locale

Poste d'animateur de réseau qui serait dans un premier temps à mi-temps. Les missions principales sont de :

- Faire avancer le plan d'action Sortir!
- Animer le groupe Sortir!
- Rechercher des financements pour l'animation du groupe Sortir!
- Rechercher des financements pour les actions du plan d'action.
- Mobiliser les acteurs et de nouveaux partenaires.
- Organiser la communication et garder la mémoire de ce qui est communiqué.
- Appuyer les porteurs de projet dans les recherches de financements.

Communication, affichage institutionnel

Dans cette configuration, le salarié parle, signe ses mails ou courriers au nom du REN. Sur l'ensemble des documents du groupe (courriers, livres, plaquettes), le REN est clairement présenté et le logo est apposé. On pourrait envisager le logo du REN avec apposé au-dessus ou autour « Sortir! » ou « Groupe Sortir! ».

Pour les actions portées par d'autres structures que le REN, afin que le groupe Sortir! gagne en lisibilité, une convention pourra être mise en place entre le REN et la structure porteuse de projet, afin de revendiquer le lien avec le groupe « Sortir! » et qu'elle puisse communiquer au nom du groupe, en apposant notamment le logo du REN avec « Sortir! » ou « Groupe Sortir! ».

Liens avec la dynamique globale du REN

Dans ce sens, il est souhaitable que la personne recrutée connaisse la culture du REN, des GRAINE... Des espaces pour que la personne soit en lien avec la dynamique globale du REN et des GRAINE seront à aménager (exemple : participation à certaines rencontres).

Gouvernance du salarié

Légalement et administrativement, le salarié assurant l'animation de la dynamique Sortir! sera « sous l'autorité » de son employeur direct, à savoir le directeur ou la directrice de l'association locale. Ce dernier sera la principale personne référente pour suivre au quotidien son travail, en étroite collaboration avec Isabelle Lépeule.

Recherche de financements

La recherche de financements pour la coordination générale de la dynamique fait partie de la demande globale de financements du REN. Ceci implique de prendre en compte l'ensemble du projet du REN pour penser l'articulation des demandes de financement : ce travail sera validé par le groupe de pilotage.

Profitons du contexte favorable actuel (BPJEPS EEDD, étude du Merlet, 3 ans de fonctionnement du groupe Sortir!, l'envoi de la lettre sur la circulaire DD de jeunesse et Sports, discours de Roland au CESE...) pour déposer les demandes de financements dans les plus brefs délais.

- Deux postes FONJEP vont être demandés par le REN (suivi par Fabienne Chadenier). L'un d'entre eux servirait à financer une partie du poste Sortir!. Afin que le financement intervienne dès que possible, il est nécessaire que le dossier soit déposé le plus vite possible.

- Il faudra nécessairement trouver un cofinancement car le FONJEP ne financera que 7 000€/an pour un plein temps.
- A ce jour, des demandes de financements ont été réalisées par le REN auprès des Ministères Ecologie et Jeunesse.
- Autres pistes : Conseil Régional du Languedoc-Roussillon, CAF et Patagonia.
- Isabelle peut faire d'autres demandes de financements pour Sortir! mais elle a besoin que les membres du groupe débroussaillent en amont. La recherche de financements doit être co-portée. Les demandes de financements seront coordonnées par les salariés du REN et accompagnées par les membres du groupe sortir! qui seront force de proposition et pourront relire ces demandes.